

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 17/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

38 avenue Jean Jaurès
78440 Gargenville

Références : IC-R/0213/23-JUD
Code AIOT : 0005106528

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Site de SOVALD Val Gauthier 60250 Bury. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018. Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard, et l'exploitation en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets devait donc être effective pour le 17 août 2022.

Le guide sur le réexamen IED en date du 22/10/2019 préconise à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai de mise en conformité, de réaliser des contrôles sur les dispositions applicables, y compris les engagements de l'exploitant. Le référentiel méthodologique pour les services d'inspection relative au réexamen IED en date du 06/03/2020 précise lui que les

installations seront à contrôler dans l'année suivant l'entrée en application des conclusions du BREF. Le délai pour la mise en conformité des installations concernées par le BREF WT est échu (17/08/2022 – à l'exception des ISDND).

C'est dans ce cadre qu'il est proposé de réaliser une action régionale sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif au BREF WT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Site de SOVALD Val Gauthier 60250 Bury
- Code AIOT : 0005106528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SUEZ ORGANIQUE de Bury est un site de compostage d'une capacité de 43 000 tonnes par an de boues de station d'épuration urbaines et industrielles (agro-alimentaires).

Le processus de compostage est réalisé par ventilation contrôlée :

- 40 000 tonnes de boues/an sont traitées par compostage dans 10 couloirs ventilés avec retournements, selon le procédé ABS (Aéro-Bio-Système) ;
- 3 000 tonnes de boues/an sont traitées par compostage dans 2 casiers ventilés par aspiration.

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour les rubriques 3532 (valorisation et élimination de déchets non dangereux), 2780-3 (compostage d'autres déchets), et du régime de la déclaration pour les rubriques 2794 (installation de broyage de déchets végétaux non dangereux), 2716 (transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes) et 2714 (transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Information préalable et registre	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, articles 11 et 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)	/	Sans objet
4	MTD Générique Uniquement si plainte odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.1	/	Sans objet
6	MTD génériques Effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3	/	Sans objet
7	MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE – Si plainte odeurs ou poussières	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article Article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas l'ensemble des prescriptions, sélectionnées pour la visite d'inspection, de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD). L'inspection ne peut donc pas conclure à l'absence d'impacts potentiellement induits par l'activité du site sur l'environnement. L'ensemble de ces constats amène l'inspection à proposer à Madame la Préfète de mettre en demeure la société SUEZ ORGANIQUE pour son établissement du Bury

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection , l'exploitant a indiqué que les déchets entrants sur le site sont gérés en monoflux : chaque livraison de camion ne comporte qu'un seul type de déchet.</p> <p>Les chauffeurs possèdent un badge afin d'entrer sur le site et réaliser les pesées. Ainsi, les données relatives aux livraisons sont enregistrées automatiquement dans un logiciel. Ils procèdent aux déversements des bennes sur des zones de stockage séparées en fonction des propriétés des déchets (voir planche photographique). Les boues sont déposées dans des fosses de réception à l'intérieur d'un bâtiment.</p> <p>Non conformité : l'exploitant ne dispose pas de procédure déterminant les modalités de réception et de stockage des déchets sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)
Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre : <ul style="list-style-type: none">- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un responsable de site est présent pendant les horaires d'ouverture du site. Afin d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets, un contrôle visuel est réalisé après la livraison et avant la phase de mélange.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Information préalable et registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, articles 11 et 12
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des intrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 11 : [...] Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. [...] Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également : <ul style="list-style-type: none">- la description du procédé conduisant à la production de boues ;- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;

- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté. [...]

Article 12 :

[...] Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. [...]

Constats :

L'inspection a procédé à la vérification du registre d'admission de février 2023.

Fait susceptible de suite :

Le registre ne contient pas les informations suivantes :

- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées ;
- les livraisons refusées avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.

Sous 30 jours à compter de la notification de ce rapport, l'exploitant transmettra une nouvelle version du registre conforme à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

L'inspection a également procédé à la vérification des fiches d'information préalable suivantes :

- boues urbaines de la station d'épuration de Pont Ste Maxence - livraison du 7 février 2023 - CED 19 08 05 ;
- boues industrielles du site SOPROCOS à St Quentin - livraison du 9 février 2023 - CED 19 08 12.

Leur contenu est conforme à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 et indique également les fréquences d'analyses de boues prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998. Toutefois, l'inspection n'a pas procédé à la vérification du respect de ces fréquences.

Les résultats d'analyses concernant la livraison du 9 février 2023 du site SOPROCOS sont conformes aux limites de qualité exigées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : MTD Générique Uniquement si plainte odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ;b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération. <p>Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.
Constats : <p>Afin de limiter les dégagements d'odeur de l'installation, les techniques suivantes sont appliquées :</p> <ul style="list-style-type: none">- confinement des déchets à l'intérieur du bâtiment avec fermeture des portes en fin de journée ;- boues mélangées et mises en fabrication le jour de la réception ;- 3 extracteurs d'air permettent d'orienter l'air ambiant du bâtiment et de propulser les rejets diffus en altitude pour mieux les disperser ;- aspiration permanente des émissions diffuses sous les casiers de stockage avec traitement par une tour de lavage à l'acide sulfurique. <p>L'installation est située dans une zone sensible pour laquelle une nuisance olfactive est constatée. Un plan de gestion a donc été établi et comprend les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- prévention et réduction des dégagements d'odeurs ;- contrôle des rejets odeurs ;- surveillance et traitement des odeurs signalées. <p>Le registre de suivi des plaintes fait état de 7 plaintes en 2022 et 1 plainte en 2023. Pour chacune de ces plaintes est indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date et le contenu de la plainte ;

<ul style="list-style-type: none"> - les circonstances (météorologiques, état des installations et conditions d'exploitation) ; - les actions mises place.
Observations : Dans le cadre du système de management environnemental, le plan de gestion des odeurs doit être réexaminé régulièrement. A cet effet, les dates de mise à jour doivent être indiquées sur ce document.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux communes à tous les traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes : MES : 60 mg/L – surveillance mensuelle DCO : 180 mg/L – surveillance mensuelle COT : 60 mg/L – surveillance mensuelle + surveillance semestrielle des PFOA et PFOS si substances pertinentes pour le flux d'effluents aqueux (cf inventaire)
Constats : Les eaux du site rejetées dans le milieu naturel sont issues des bassins suivants : - lagune 3 : les eaux de toiture servant de bête à incendie ; - lagune 4 : les eaux de voirie de l'entrée du site (équipée en amont d'un système de débouillage déshuilage). A noter que le point de rejet est commun entre la lagune 3 et 4. Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant que les eaux recueillies dans la lagune 4 sont des eaux résiduaires puisqu'elles sont susceptibles d'être polluées par les déchets entrants (cf point n°1). De plus, lors de la visite du site, l'inspection a pu constater un petit stockage de compost sur l'avant du site. L'exploitant a indiqué que cette partie du site permet également de stocker les lots de compost de déchets verts en attente de livraison. Les rejets d'eaux pluviales de toiture et de ruissellement de l'avant du site sont donc soumis à des analyses mensuelles. Par mail du 10 mai 2023, l'exploitant a indiqué que la dernière analyse de ces rejets a été réalisée en mai 2022.

Non conformité : la fréquence de surveillance des effluents du site n'est pas respectée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : MTD génériques Effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée :			
Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique	H ₂ S (1)	/	semestrielle
	NH ₃ (1)	20 mg/Nm ³ (3)	semestrielle
	Concentration d'odeurs (2)	500 ouE/ Nm ³ (3)	semestrielle
<p>(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.</p> <p>(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH₃ et de H₂S.</p> <p>(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH₃, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.</p>			
Constats :			
<p>Seuls les rejets d'air process extraits par aspiration au niveau des parties basses des casiers de compostage sont canalisés et font l'objet d'un traitement par une tour de lavage (laveur acide).</p> <p>L'exploitant a fait le choix d'analyser les paramètres NH₃ et H₂S en interne par le biais d'une pompe de détection.</p> <p>Les analyses réalisées depuis septembre 2021 sont conformes aux valeurs limites d'émission.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 7 : MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE – Si plainte odeurs ou poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions météorologiques défavorables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adapte ses activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques, notamment il ne réalise pas d'opérations susceptibles de provoquer de forts envols de poussières ou de nuisances odorantes (formation d'andains, retournement, criblage, broyage) lors de grands vents ou lorsque les vents sont orientés vers des récepteurs sensibles, et les andains sont positionnés de façon à limiter la dispersion des polluants (notamment, la plus faible surface possible est exposée aux vents dominants, et les andains sont placés de préférence aux endroits du site où l'altitude est la plus basse), ou l'exploitant utilise des membranes de couverture semi-perméables.</p>
<p>Constats :</p> <p>La formation des andains, les opérations de retournements, de criblage et de broyage sont réalisées à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Seuls les déchets verts, les palettes de bois et les lots de compost finis sont stockés à l'extérieur du bâtiment. L'exploitant a indiqué que les activités en plein air ne sont pas susceptibles de provoquer de forts envols de poussières et de nuisances odorantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article Article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. [...] Une réserve incendie de 240 m³ minimum sera aménagée et équipée de deux cannes d'aspiration de 100 mm munies de crépines et de raccords pompiers.</p> <p>Le nombre, la nature et l'emplacement des moyens de secours propres à l'établissement seront pris en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. [...]</p> <p>Des extincteurs en nombre, nature et emplacement appropriés au risque seront placés dans le bâtiment. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la commission de suivi de site du 12 avril 2023, l'adjoint au maire de la commune de Bury a fait savoir que le centre de secours de Mouy a identifié un dysfonctionnement au niveau de la canne d'aspiration du bassin incendie. Il avait été demandé à l'exploitant de se rapprocher du</p>

<p>centre de secours afin d'organiser une visite sur le site.</p> <p>Par mail du 16 mai 2023, l'exploitant a indiqué qu'un test d'aspiration par le centre de secours est prévu le 2 juin 2023 afin de vérifier le fonctionnement de la canne.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que le bassin incendie est équipé d'une canne d'aspiration et d'un guichet d'aspiration (voir planche photographique).</p> <p>Par mail du 16 mai 2023, M. BERNIER, adjudant chef du centre de secours de Mouy, a précisé que les aménagements du bassin incendie sont conformes.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des extincteurs du 23 décembre 2022 réalisé par la société DESAUTEL indique plusieurs anomalies. Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis la facture n°FC221223687 de la société DESAUTEL en date du 31 décembre 2022 attestant de la réalisation des travaux sur les équipements défectueux.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le certificat de réception du centre de secours de Mouy en date du 22 octobre 2019 indique un volume de la réserve incendie de 240 m³. Toutefois, l'exploitant doit être en mesure de justifier que la réserve possède cette capacité en eau en permanence.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté l'absence du numéro de l'extincteur sur certaines plaques d'identification. Par mail du 10 mai 2023, l'exploitant s'est engagé à contrôler l'identification de l'ensemble des extincteurs du site. (voir planche photographique)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>